



ROYAL CANADIAN MINT  
MONNAIE ROYALE CANADIENNE

---

---

# Privacy Act

*2008 Annual Report*

---

---

# Loi sur la protection des renseignements personnels

*Rapport annuel de 2008*

---

---

January 1 to December 31, 2008  
1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008



ROYAL CANADIAN MINT  
MONNAIE ROYALE CANADIENNE

# 2008 Annual Report to Parliament Rapport annuel de 2008 au Parlement

## Privacy Act Loi sur la protection des renseignements personnels

---

### Table of Contents

### Table des matières

	PAGE	
I. Introduction	1	I. Introduction
II. Institutional Structure	2	II. Structure institutionnelle
III. Privacy Act	3	III. Loi sur la protection des renseignements personnels
IV. Privacy Impact Assessments	4	IV. Évaluations des facteurs relatifs à la protection des renseignements personnels
V. Data Matching and Sharing Activities	4	V. Couplage/partage des données
VI. Disclosure of Personal Information	5	VI. Communication des renseignements personnels
VII. Complaints and investigations	5	VII. Plaintes et enquêtes
VIII. Training and education	6	VIII. Formation et éducation
<b>Appendix A:</b> Delegation Orders	<b>7</b>	<b>Annexe A :</b> Ordonnances de délégation de pouvoirs
<b>Appendix B:</b> Statistical Reports	<b>10</b>	<b>Annexe B :</b> Rapports statistiques

## I. Introduction

The purpose of the *Privacy Act* is to extend the present laws of Canada that protect the privacy of individuals with respect to personal information about themselves held by a government institution and that provide individuals with a right of access to that information.

### *Royal Canadian Mint*

The Royal Canadian Mint is a commercial Crown corporation that operates for profit and its activities extend throughout the world. It is classified as a Schedule III-II Corporation under the *Financial Administration Act*, the category reserved for organizations, which conduct commercial operations and are self-sufficient. The Mint reports to Parliament through the Minister of Transport, Infrastructure and Communities.

Subsection 3 (2) of the *Royal Canadian Mint Act* establishes the mandate of the Mint “*to mint coins in anticipation of profit and to carry out other related activities.*”

The Mint manages the supporting distribution system and, as technical adviser, provides advice to the Minister of Finance on all matters related to coinage. It also produces non circulation coins as well as conducts manufacturing and commercial activities that generate profits.

Through its beautifully crafted coins, the Mint actively promotes Canadian values in Canada and abroad and plays a significant role in capturing meaningful history and celebrating outstanding achievements.

The Mint markets its goods and services throughout Canada and in many countries around the world. Its continued success and vitality as a corporation are dependent upon its ability to respond quickly to market demands, compete and

## I. Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

### *Monnaie royale canadienne*

La Monnaie royale canadienne est une société d'État à vocation commerciale et à but lucratif, dont le champ d'action s'étend au monde entier. Elle est classifiée à l'annexe III-II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qui regroupe des organisations autosuffisantes effectuant des opérations commerciales. La Monnaie rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités.

Conformément au paragraphe 3 (2) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, la Monnaie « *a pour mission la frappe de pièces en vue de réaliser des bénéfices; elle exerce en outre des activités connexes.* »

La Monnaie gère le système de distribution et, à titre de conseiller technique, donne des conseils au ministre des Finances sur toutes les questions liées au monnayage. En outre, la Monnaie produit des pièces hors circulation et mène des activités manufacturières et commerciales rentables.

Grâce aux magnifiques pièces de monnaie qu'elle fabrique, la Monnaie fait la promotion active des valeurs canadiennes au Canada et à l'étranger et joue un rôle prépondérant en soulignant des moments historiques et en célébrant de grandes réalisations.

La Monnaie commercialise ses biens et ses services dans tout le Canada et dans de nombreux autres pays. Son succès et sa vitalité reposent sur sa capacité à réagir rapidement aux exigences du marché, à

position itself in international and domestic markets.

### ***RCMH-MRCF Inc.***

As part of its business development initiative, the Mint set up a wholly owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc., which was incorporated under the Canada Business Corporations Act in June 2002. This holding company was formed to help the Mint improve efficiency, manage the cost of products and increase profitability.

In 2002, RCMH-MRCF Inc. acquired a 50% interest in a packaging company (TGM Specialty Services Inc.).

RCMH-MRCF Inc. is a holding company and does not employ staff but has nominated a President, Corporate Secretary, and Treasurer as the Corporation's Officers, all of whom are employees of the Royal Canadian Mint.

As a wholly-owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc. is subject to the *Privacy Act*.

## **II. Institutional Structure**

The Access to Information and Privacy (ATIP) function is part of the Corporate and Legal Affairs Division of the Mint. It is composed of the Coordinator and one Officer. In order to meet its legal and administrative obligations and responsibilities as they relate to the *Privacy Act*, the President and CEO of the Mint and the President of RCMH-MRCF Inc. have officially designated the Director of Corporate Affairs as the Access to Information and Privacy Coordinator (Appendix A).

soutenir la concurrence et à se positionner sur les marchés intérieurs et étrangers.

### ***RCMH-MRCF Inc.***

Dans le cadre de ses projets d'expansion commerciale, la Monnaie s'est dotée d'une filiale à 100 %, RCMH-MRCF Inc., qui a été constituée société aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par action* en juin 2002. Cette société de portefeuille a été créée pour aider la Monnaie à améliorer son efficacité, à gérer le coût de ses produits et à accroître sa rentabilité.

En 2002, la RCMH-MRCF Inc. a acquis un intérêt de 50 % dans une entreprise de services d'emballage (TGM Specialty Services Inc.).

RCMH-MRCF Inc. est une société de portefeuille et n'emploie pas de personnel mais a nommé un président, un secrétaire de la Société et un trésorier comme dirigeants de la Société, chacun d'entre eux étant des employés de la Monnaie royale canadienne.

En tant que filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc. est soumise à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

## **II. Structure institutionnelle**

La fonction Accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP) fait partie de la Division des affaires générales et juridiques de la Monnaie, et elle relève de la coordonnatrice et d'une agente. Afin de répondre à ses obligations et à ses responsabilités juridiques et administratives relativement à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président de la Monnaie et le président de RCMH-MRCF Inc. ont officiellement désigné la directrice des Affaires générales comme coordonnatrice de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (annexe A).

The Coordinator has full authority to administer the legislation and sign exemptions and releases. Under the guidance of the Coordinator, the Access to Information and Privacy Officer is responsible for managing the handling of the Privacy requests, the complaints, drafting responses, the administration-related matters of the *Act* and for educating employees on the legislation.

### III. Privacy Act

No informal requests for personal information were processed by the ATIP function. Generally, Mint employees are encouraged to access information in their personnel files without having to apply formally under the *Privacy Act*.

As noted in the statistical report in Appendix B, the Mint received one new request pursuant to the *Privacy Act* from January 1 to December 31, 2008. Three requests had been received during the previous year.

The request received during this reporting period was completed within the 30-day statutory limit. The information was partially disclosed with one exemption invoked to protect personal information about an individual other than the individual who made the request.

#### ***RCMH-MRCF Inc.***

In 2008, the Mint's subsidiary RCMH-MRCF Inc. has not received any request for personal information as reported under Appendix B.

La coordonnatrice a pour mandat l'application de la loi et l'approbation des exceptions et des communications. Sous la direction de la coordonnatrice, l'agente responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels est chargé de gérer le traitement des demandes de communication de renseignements personnels et des plaintes, de rédiger des réponses, de traiter les questions d'ordre administratif touchant la *Loi* et de faire connaître au personnel l'objet de la loi.

### III. Loi sur la protection des renseignements personnels

Aucune demande informelle pour des renseignements personnels n'a été traitée par la fonction AIPRP. De façon générale, les employés de la Monnaie sont encouragés à accéder aux renseignements personnels contenus dans leur dossier sans avoir recours à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Comme l'indique le rapport statistique de l'annexe B, la Monnaie a reçu une nouvelle demande en rapport avec la *Loi sur la protection des renseignements personnels* du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008. Au cours de l'année précédente, la Monnaie avait reçu trois demandes.

La demande reçue au cours de la période visée par le rapport a été traitée à l'intérieur du délai prévu de 30 jours. Les renseignements ont été partiellement dévoilés, une exemption ayant été invoquée pour protéger les renseignements personnels d'une personne autre que celle ayant déposé la demande.

#### ***RCMH-MRCF Inc.***

En 2008, la filiale de la Monnaie, RCMH-MRCF Inc., n'a reçu aucune demande de renseignement personnel, tel que rapporté sous l'annexe B.

### **Public Reading Room:**

While the Mint does not have a designated reading room, arrangements can be made by appointment, for both the Ottawa and Winnipeg facilities, for individuals to review records related to ATIP requests or public documents of the Mint. The number to contact to set an appointment is 613.993.8735.

The public may access additional information on the Mint's products and activities on the Internet at <http://www.mint.ca>.

### **Calculation of costs :**

The financial costs for this period were not calculated as the amount was negligible.

## **IV. Privacy Impact Assessments**

During this reporting period, two Privacy Impact Assessments were initiated but not completed.

## **V. Data Matching and Sharing Activities**

The ATIP staff was not aware of any data matching and sharing activities that took place during the year.

### **Salle de lecture publique :**

Bien que la Monnaie ne dispose pas d'une salle de lecture désignée à cet effet, les personnes qui souhaitent consulter les documents liés à des demandes AIPRP ou les documents publics de la Monnaie peuvent prendre rendez-vous à l'un ou l'autre des établissements d'Ottawa et de Winnipeg. Le numéro à composer pour obtenir un rendez-vous est le 613.993.8735.

Le public peut obtenir des renseignements supplémentaires sur les produits et les activités de la Monnaie en visitant le site Internet de l'organisation à l'adresse <http://www.monnaie.ca>.

### **Calcul des coûts :**

Les coûts financiers pour la période visée par le présent rapport n'ont pas été calculés, car ils étaient négligeables.

## **IV. Évaluations des facteurs relatifs à la protection des renseignements personnels**

Au cours de la période visée par le rapport, deux évaluations des facteurs relatifs à la protection des renseignements personnels ont été amorcées, mais elles ne sont pas terminées.

## **V. Couplage/partage des données**

Aucune activité de couplage ou de partage des données n'a été portée à l'attention de la fonction AIPRP durant l'année.

## VI. Disclosure of Personal Information

Subsection 8 (2) of the *Privacy Act* permits the disclosure of personal information under certain circumstances.

During the reporting period, there was no disclosure of personal information with respect to paragraphs 8 (2) (e), (f), (g) and (m) of the *Privacy Act*. These paragraphs permit disclosure of personal information under the following circumstances:

- if requested by an investigative body for the purposes of enforcing a law or carrying out an investigation
- under an agreement between the Government of Canada and another party, as described in the *Act*, for the purposes of administering or enforcing a law or carrying out a lawful investigation;
- to a member of Parliament for the purpose of assisting the individual to whom information relates in resolving a problem; and,
- when the public interest in disclosure clearly outweighs any invasion of privacy that could result from the disclosure, or if disclosure would clearly benefit the individual to whom the information relates.

## VII. Complaints and Investigations

As reported in the Mint's 2007 Annual Report, the Mint made written representations to the Office of the Privacy Commissioner of Canada with respect to a complaint alleging that the Mint contravened the Collection provisions of the *Privacy Act*.

## VI. Communication des renseignements personnels

Le paragraphe 8 (2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* autorise la communication des renseignements personnels dans certains cas.

Au cours de la période visée par le rapport, aucun renseignement personnel a été communiqué en vertu des alinéas 8 (2) (e), (f), (g) et (m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ces alinéas permettent la communication des renseignements personnels dans les cas suivants :

- communication à un organisme d'enquête en vue de faire respecter des lois ou pour la tenue d'enquêtes;
- communication aux termes d'accords conclus entre le gouvernement du Canada et une tierce partie, tel que décrit dans la *Loi*, en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites;
- communication à un parlementaire fédéral en vue d'aider l'individu concerné par les renseignements à résoudre un problème;
- communication dans les cas où des raisons d'intérêt public justifieraient nettement une éventuelle violation de la vie privée, ou dans les cas où l'individu concerné en tirerait un avantage certain.

## VII. Plaintes et enquêtes

Comme l'indiquait le Rapport annuel de 2007, la Monnaie a informé par écrit le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada d'une plainte alléguant qu'elle avait enfreint les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Specifically, the complainant alleged that the collection of personal information by the Mint was inappropriate as the Mint had asked for the individual's Social Security Number (SSN) for the purpose of providing it to the United States Customs and Border Protection (USCBP) Agency.

In its response to the Office of the Privacy Commissioner, the Mint explained that this information was collected to adhere to the USCBP Agency policy requiring US residents to provide their SSN for shipments to the US of \$2,000 US or more.

Therefore, as a result of this complaint, the Mint took action to ensure that the USCBP Agency requirement was clearly explained to US customers placing online orders.

In 2008, the Office of the Privacy Commissioner recorded the complaint as "settled in the course of investigation."

### **VIII. Training and Education**

Mint continues to educate its employees in the legislation and the Mint's obligations under the *Act*. This is done through information sessions and through informal advice during the course of business.

Due to various departmental operational requirements, no formal training session was organized for Mint employees in 2008.

The training of both staff members of the ATIP function is accomplished through on-the-job experience as well as through workshops, conferences and training sessions.

ayant trait à la collecte des renseignements personnels.

Le plaignant présumait que la Monnaie procédait à la collecte de renseignements personnels de façon inappropriée, car la Monnaie lui avait demandé son numéro de sécurité sociale pour le fournir aux douanes américaines et au United States Customs and Border Protection (USCBP).

Dans sa réponse au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, la Monnaie explique que ces renseignements sont recueillis en conformité avec la politique de l'USCBP, qui exige que les résidents américains fournissent leur numéro de sécurité sociale pour toute expédition à destination des États-Unis d'une valeur de 2 000 \$US ou plus.

À la suite de cette plainte, la Monnaie a pris des mesures pour s'assurer d'expliquer clairement les exigences de l'USCBP à tous les résidents américains qui passent des commandes en ligne.

En 2008, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada classait cette plainte comme en cours d'enquête.

### **VIII. Formation et éducation**

La Monnaie continue d'informer ses employés sur la législation et sur les obligations de la Monnaie en vertu de la *Loi*. Pour ce faire, elle offre des séances d'information et transmet des avis informels dans le cours de ses activités.

En raison de diverses exigences opérationnelles de l'organisation, aucune séance de formation officielle n'a été offerte aux employés de la Monnaie en 2008.

Les deux membres du personnel de la fonction AIPRP obtiennent leur formation par leur expérience en milieu de travail et par leur participation à des ateliers, à des conférences et à des séances de formation.



## Appendix / Annexe A

### **DELEGATION ORDERS**

Privacy Act

### **ORDONNANCES DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

Loi sur la protection des  
renseignements personnels



**PRIVACY ACT DESIGNATION ORDER**

**ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION EN  
VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

The President and CEO of the Royal Canadian Mint, pursuant to section 73 of the *Privacy Act*\*, hereby designates the person holding the position of Director, Corporate Affairs at the Royal Canadian Mint to exercise the powers and perform the duties and functions of the Master as the head of a government institution under the Act.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*\*, le président de la Monnaie royale canadienne délègue au titulaire du poste de directeur, Affaires générales à la Monnaie royale canadienne les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par la Loi.

\* S.C. 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I "73"

\* S.C. 1980-81-82-83, ch. III, ann. I « 73 »

Dated at Ottawa, Canada on June 19 2006.  
Fait à Ottawa, Canada, le \_\_\_\_\_ 2006.

Ian E. Bennett  
President and CEO / Président de la Monnaie

**PRIVACY ACT DESIGNATION ORDER**

**ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION EN  
VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

The President of RCMH-MRCF Inc., pursuant to section 73 of the *Privacy Act*\*, hereby designates the person holding the position of Director, Corporate Affairs at the Royal Canadian Mint to exercise the powers and perform the duties and functions of the President as the head of a government institution under the Act.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*\*, le président de RCMH-MRCF Inc. délègue au titulaire du poste de directeur, Affaires générales à la Monnaie royale canadienne les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par la Loi.

\* S.C. 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I "73"

\* S.C. 1980-81-82-83, ch. III, ann. I « 73 »

Dated at Ottawa, Canada on October 21 2007.  
Fait à Ottawa, Canada, le



Marc Brûlé  
President, RCMH-MRCF Inc. /  
Président de MRCH-MRCF Inc.

## **Appendix / Annexe B**

### **STATISTICAL REPORTS**

Privacy Act

### **RAPPORTS STATISTIQUES**

Loi sur la protection des  
renseignements personnels

**REPORT ON THE PRIVACY ACT**  
**RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Institution MNT	<b>Royal Canadian Mint / Monnaie royale canadienne</b>	Reporting period / Période visée par le rapport <b>Jan. 1 to Dec. 31, 2008 / 1er janv. au 31 déc. 2008</b>
--------------------	--	---

<b>I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels</b>	
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	1
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visées par le rapport	1
Carried forward / Reportées	0

<b>II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées</b>	
1. All disclosed / Communication totale	0
2. Disclosed in part / Communication partielle	1
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	0
5. Unable to process / Traitement impossible	0
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	0
7. Transferred / Transmission	0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>

<b>III Exemptions invoked / Exceptions invoquées</b>	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	0
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23 (a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	1
S. Art. 27	0
S. Art. 28	0

<b>IV Exclusions cited / Exclusions citées</b>	
S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

<b>V Completion time / Délai de traitement</b>	
30 days or under / 30 jours ou moins	1
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	0
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	0
121 days or over / 121 jours ou plus	0

<b>VI Extentions / Prorogations des délais</b>		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	0	
Consultation	0	
Translation / Traduction	0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	

<b>VII Translations / Traductions</b>		
Translations requested / Traductions demandées		0
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	0
	French to English / Du français à l'anglais	0

<b>VIII Method of access / Méthode de consultation</b>	
Copies given / Copies de l'original	1
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

<b>IX Corrections and notation / Corrections et mention</b>	
Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

<b>X Costs / Coûts</b>	
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$ *
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ *
<b>TOTAL</b>	<b>\$ *</b>
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	*

- Not calculated as the amount for this period is negligible. / Non calculé, le montant pour cette période étant négligeable.

<b>I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels</b>	
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	0
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visées par le rapport	
Carried forward / Reportées	

<b>II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées</b>	
1. All disclosed / Communication totale	
2. Disclosed in part / Communication partielle	
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	
5. Unable to process / Traitement impossible	
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	
7. Transferred / Transmission	
<b>TOTAL</b>	

<b>III Exemptions invoked / Exceptions invoquées</b>	
S. Art. 18(2)	
S. Art. 19(1)(a)	
(b)	
(c)	
(d)	
S. Art. 20	
S. Art. 21	
S. Art. 22(1)(a)	
(b)	
(c)	
S. Art. 22(2)	
S. Art. 23 (a)	
(b)	
S. Art. 24	
S. Art. 25	
S. Art. 26	
S. Art. 27	
S. Art. 28	

<b>IV Exclusions cited / Exclusions citées</b>	
S. Art. 69(1)(a)	
(b)	
S. Art. 70(1)(a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

<b>V Completion time / Délai de traitement</b>	
30 days or under / 30 jours ou moins	
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	
121 days or over / 121 jours ou plus	

<b>VI Extensions / Prorogations des délais</b>		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations		
Consultation		
Translation / Traduction		
<b>TOTAL</b>		

<b>VII Translations / Traductions</b>		
Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

<b>VIII Method of access / Méthode de consultation</b>	
Copies given / Copies de l'original	
Examination / Examen de l'original	
Copies and examination / Copies et examen	

<b>IX Corrections and notation / Corrections et mention</b>	
Corrections requested / Corrections demandées	
Corrections made / Corrections effectuées	
Notation attached / Mention annexée	

<b>X Costs / Coûts</b>	
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 0</b>
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	0





**ROYAL CANADIAN MINT**  
**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**

**Privacy Act**  
***2008 Annual Report***  
***Supplemental report***

January 1 to December 31, 2008

**Loi sur la protection des renseignements  
personnels**

***Rapport annuel de 2008***  
***Rapport supplémentaire***

1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008

**Privacy Impact Assessments**

During this reporting period, the Mint initiated Privacy Impact Assessments as follows :

Preliminary Privacy Impact Assessments initiated:   0  

Preliminary Privacy Impact Assessments completed:   0  

Privacy Impact Assessments initiated:   2  

Privacy Impact Assessments completed:   0  

Privacy Impact Assessments forwarded to the Office of the Privacy Commissioner (OPC):   0  

**Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée**

Au cours de la période visée par le rapport, la Monnaie a amorcé des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée comme suit :

Nombre d'évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée amorcées :   0  

Nombre d'évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée achevées :   0  

Nombre d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée amorcées :   2  

Nombre d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée achevées :   0  

Nombre d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée acheminées au Commissariat à la protection de la vie privée (CPVP) :   0  

